

Éleveurs : d'où vient le malaise ? quelques rappels pour comprendre...



Par Aurélien Laurenceau, Adhérent UPR

Les médias de masse parlent depuis le 20 Juillet des manifestations et blocages d'éleveurs en colère. Mais pourquoi cette colère ?

En essayant de se renseigner sur les journaux télévisés, puis sur la radio, et enfin sur des journaux en ligne, la situation reste floue. Une mise en perspective est nécessaire pour comprendre où nous en sommes.

Voici 3 des causes de la situation actuelle, de la plus récente (et la plus pointée par les médias) à la plus ancienne.

1) L'ACCORD DE JUILLET AVEC LA GRANDE DISTRIBUTION NE SE RÉPERCUTE PAS SUR LES AGRICULTEURS

Le 17 Juin, les grandes enseignes de distribution se sont engagées à majorer leurs prix d'achats et de ventes de bovins et porcs de 5 centimes d'euros par semaine, et cela jusqu'à obtenir un prix acceptable pour les producteurs.

Après 1 mois, les éleveurs remarquent que cette hausse de prix ne se répercute pas sur le prix auquel ils vendent la viande. Ils auraient dû obtenir une hausse de 20 centimes en 4 semaines et n'ont constaté qu'une hausse de seulement 7 centimes.

Qui a donc profité de la hausse des prix ? La question n'est pas encore élucidée, mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg.

2) SANCTIONS OCCIDENTALES CONTRE LA RUSSIE ET CONSÉQUENCES

Le 6 Aout 2014, en réponse aux sanctions occidentales, la Russie a décrété un embargo sur les produits alimentaires affectant notamment les pays de l'Union Européenne.

Pour rappel, la France exportait près de 1 milliard d'euros de produits alimentaires vers la Russie en 2013. Et l'UE exportait au total 10 milliards. Ces montants très importants étaient ceux indiqués en 2014 dans le journal Le Monde. Aujourd'hui que la crise éclate puisque les prix ont diminué, on ne parle presque plus du rôle de cet

Les prix dépendent de l'offre et la demande et les exportations prévues vers la Russie se retrouvent sans débouchés. Non seulement les produits français non exportés viennent saturer l'offre locale, mais la France voit déferler l'excédent des pays de l'est (Allemagne, Pologne...) qui ne peuvent plus exporter non plus vers la Russie et qui vendent librement en France à prix bradé dans le cadre du "grand marché européen".

Les conséquences de cet embargo sont difficilement évaluables, et pour cause, aucune étude n'est réalisée pour en mesurer l'impact. En tout cas, 150 millions d'euros de porcs étaient exportés de la France à la Russie en 2013, et le prix du porc en France a diminué de 1,56 euro/kg début août 2014 à 1,19 euro/kg début février 2015 (-28%).

Il est superflu de souligner que, dans le domaine des sanctions, la France s'est également tirée une balle dans le pied en matière de construction navale, puisque la non-livraison des Mistral devrait coûter au minimum 1,2 milliard d'euros à la France. Sans compter la possible perte de commandes tierces car nous perdons notre statut de "fournisseur fiable", pour un bénéfice politique nul.

3) DUMPING SOCIAL ET TAUX DE CHANGE FIXE DANS L'EURO : COCKTAIL DESTRUCTEUR !

Comme illustration de ce dumping social, le recours aux travailleurs détachés est désormais prépondérant dans les abattoirs en Allemagne : 80% des 4 500 travailleurs du plus gros abattoir de porc allemand sont originaires des pays de l'est. Ils ont un salaire brut compris entre 3 et 7 euros de l'heure et des protections sociales quasi-inexistantes, selon le rapport au Sénat du CESE du 18 avril 2013.

Le résultat est une augmentation des exportations de pièces de porcs de plus de 500% en 10 ans pour l'Allemagne, selon Le Figaro en 2013.

La seule solution est-elle de diviser nos salaires par deux et de supprimer nos protections sociales pour équilibrer notre compétitivité ? C'est en tout cas la seule voie possible si l'on reste dans l'euro (monnaie dont toutes les promesses furent trahies) et si l'on reste dans le marché unique établi par l'Union européenne.

En étant dans l'euro, l'Allemagne bénéficie d'une monnaie sous-évaluée par rapport à sa propre compétitivité, comme en témoignent les excédents commerciaux colossaux de l'Allemagne - 217 milliards d'euros en 2015 -, vis-à-vis du reste du monde.

Mais cette même monnaie est très surévaluée pour les pays du Sud de l'Europe, qui ont par conséquent des difficultés croissantes à exporter et qui dégagent des déficits considérables de leurs balances commerciales et de leurs balances des paiements courants.

Ce déséquilibre est dû à l'écart d'inflation et de compétitivité entre pays de la zone euro, qui n'ont pas pu être compensés par le taux de change comme cela aurait dû être le cas.

CONCLUSION

Hélas, chaque année passée confirme, dans la douleur, la pertinence des analyses de l'UPR. Les troubles d'une agriculture soumise à une concurrence déloyale et à une politique étrangère irresponsable n'en sont qu'une illustration.

Il n'y a plus de pilote ou de projet en France, pays sans monnaie propre, avec une politique étrangère alignée sur celle des États-Unis, sans contrôle de son commerce extérieur ni même de ses frontières.

Pays magnifique et historiquement porteur d'espoir, aujourd'hui trahi par des élites qui veulent transformer un pays en ce qu'il n'est pas, et dont le peuple n'ose même plus arborer le drapeau ni même chanter l'hymne de peur d'être assimilé à l'extrême droite.

Si nous voulons réinventer une voie qui nous convienne un peu mieux, alors reprenons les manettes et retrouvons

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
nous les manches. Il y a une vie après l'UE, et l'UPR va nous y conduire avec toutes les forces de la France.

Aurélien Laurenceau, simple adhérent de l'UPR.

22 juillet 2015